

Pour une sociologie de la transition écologique

René Audet

Number 58, Winter 2015

Pour une sociologie de la transition écologique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1036203ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1036203ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Athéna éditions

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Audet, R. (2015). Pour une sociologie de la transition écologique. *Cahiers de recherche sociologique*, (58), 5–13. <https://doi.org/10.7202/1036203ar>

Pour une sociologie de la transition écologique

RENÉ AUDET

Les projets de transition écologique, de transition vers une « économie verte » ou « sobre en carbone », de villes et de quartiers « en transition » mobilisent aujourd'hui un grand nombre d'acteurs de toutes les sphères de la société. Dans le domaine de « l'environnement », politiciens et leaders internationaux, ingénieurs et experts des énergies propres, écologistes et citoyens, entrepreneurs et financiers, universitaires et analystes de tout acabit justifient leurs projets, positionnent leurs actions ou développent des discours en s'alignant avec le nouveau mot d'ordre de la transition.

Au niveau international, les grandes organisations consacrées aux enjeux d'environnement, de développement et d'énergie, recommandent aux gouvernements de mettre en place les incitatifs économiques, fiscaux et réglementaires capables de modifier les comportements et flux économiques en faveur des technologies propres, planche de salut d'une nouvelle ère de croissance verte et sobre en carbone¹. L'appel à la transition est entendu aux divers niveaux gouvernementaux et donne déjà lieu à la création d'agences et de politiques publiques. En France, un Conseil national de la transition écologique et une *Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable* visent à structurer les orientations et interventions gouvernementales pour « un nouveau modèle économique et social, un modèle

1. René Audet, « Discours de la transition écologique », dans Marie-José Fortin, Yann Fournis et François L'Italien (dir.), *La transition énergétique. Les configurations institutionnelles et territoriales de l'énergie*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2016, p. 11-30.

qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble² ». La création attendue de Transition énergétique Québec pour veiller à la mise en œuvre de la nouvelle politique énergétique, à l'atteinte des cibles québécoises de réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'allocation des ressources du Fonds vert³ atteste de l'arrivée du concept dans la politique québécoise. Cette arrivée donne d'ailleurs suite à un travail mené par divers organismes de la société civile et du milieu des affaires qui, depuis 2013, ont constitué l'alliance SWITCH dans le but d'accélérer « le virage vers une économie verte afin de contribuer à une société québécoise innovante, résiliente, concurrentielle qui réconcilie équité sociale, environnement et qualité de vie⁴ ».

Les acteurs de la société civile – autant les organisations non gouvernementales bien établies que les mouvements citoyens et « grassroots » – sont d'ailleurs au cœur de l'émergence de la notion de transition dans l'espace public. Au Québec, la lutte contre les gaz de schiste, les oléoducs et le développement de la filière des hydrocarbures en général a fait de la transition un étendard sous lequel se rassemblent de nombreux groupes, comme en témoigne la création récente du Front commun pour la transition énergétique⁵ et la publication, quelques mois plus tôt, du manifeste de l'Élan global⁶. Mais la transition n'est pas qu'une question de politique économique ou de lutte pour un autre modèle énergétique. Partout sur la planète, des communautés, des villages, des quartiers s'inscrivent dans le mouvement des « initiatives de transition », proposent des formes de prise en charge des problèmes locaux et organisent leur propre « résilience » face aux crises économiques, énergétiques et écologiques en gestation⁷.

Déjà, toutes ces manifestations de l'émergence de la transition donnent lieu à une abondante littérature. En France et au Québec, notamment, la transition et autres « virages » figurent dans le titre de plusieurs ouvrages issus tant des cercles militants qu'universitaires⁸. Le nouveau champ scientifique

2. Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, « La transition écologique ». En ligne : www.developpement-durable.gouv.fr/Qu-est-ce-que-la-transition.html. Consulté le 13 mars 2016.

3. Denis Lessard, « Un nouvel organisme pour encadrer le Fonds vert », *La Presse*, 22 février 2016. En ligne : www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201602/21/01-4953122-un-nouvel-organisme-pour-encadrer-le-fonds-vert.php. Consulté le 13 mars 2016.

4. SWITCH, « Mission ». En ligne : <http://allianceswitch.ca/l-alliance/> Consulté le 13 mars 2016.

5. Front commun pour la transition énergétique, « Accueil ». En ligne : www.pourlatransitionenergetique.org/. Consulté le 13 mars 2016.

6. Élan global, « Manifeste pour un Élan global ». En ligne : <http://elanglobal.org/#texte> Consulté le 13 mars 2016.

7. Transition network, « About Transition Network ». En ligne : www.transitionnetwork.org/about. Consulté le 13 mars 2016.

8. Au Québec : Louis Favreau et Mario Hébert, *La transition écologique de l'économie. La contribution des coopératives et de l'économie solidaire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012 ; Steven Guilbeault et François Tanguay, *Le prochain virage. Propulser le Québec vers un avenir équitable et durable*, Montréal, Éditions Bruit du Livre, 2014 ; Scott McKay, *Pour un Québec vert et bleu. Le virage vert, l'économie et la gouvernance*, Québec, Les Presses

des *Sustainability transitions* qui, lui, est presque exclusivement connu en langue anglaise, témoigne aussi de l'intérêt qu'engendre la notion de transition pour renouveler les schèmes conceptuels qui président à l'analyse du changement, notamment le changement sociotechnique⁹.

Il y a donc, pour les sociologues, matière à réflexion.

Matière à élaborer une «sociologie de transition écologique»? Ce numéro des *Cahiers de recherche sociologique*, pour provoquer un peu, propose de se pencher sur l'idée. Cette idée est en fait une occasion pour la sociologie et, plus particulièrement, pour la sociologie de l'environnement. Car après une émergence retentissante dans les années 1970, la sociologie de l'environnement fait aujourd'hui face à de nouveaux défis que la transition écologique incarne bien. Sans vouloir refaire l'historique de la sociologie de l'environnement – de nombreuses publications francophones s'y sont consacrées dans les dernières années¹⁰ – le propos de ce numéro nécessite néanmoins de rappeler quelques jalons de sa trajectoire et d'identifier quelques-uns de ses actuels défis et opportunités.

Dans le contexte social mouvementé des années 1960 et 1970, l'entrée de l'«environnement» dans la sociologie allait se faire de manière controversée. Deux principaux projets allaient s'affronter pour définir l'objet de la nouvelle sociologie de l'environnement. À l'époque, des sociologues équipés des outils méthodologiques et conceptuels éprouvés commençaient à s'intéresser à «l'émergence de la conscience environnementale», qui était alors qualifiée de «miracle de l'opinion publique¹¹». Les manifestations et les mobilisations écologistes de plus en plus nombreuses, articulées et radicales attirèrent l'attention des sociologues des mouvements sociaux, dont Alain Touraine qui s'interrogea sur leur prétention à «l'historicité¹²». Les sociologues des ressources naturelles, dans leur perspective plus économique

de l'Université Laval, 2013. En France: Jean-Marc Jancovici, *Transition énergétique pour tous. Ce que les politiques n'osent pas vous dire*, Paris, Odile Jacob, 2011; Salvador Juan, *La transition écologique*, Toulouse, Éditions érès, 2011; Alain Grandjean et Hélène Le Teno, *Miser (vraiment) sur la transition écologique*, Ivry-sur-Seine, Les éditions de l'atelier, 2014; Philippe Frémeaux, Wojtek Kalinowski et Aurore Lalucq, *Transition écologique, mode d'emploi*, Paris, Les petits matins/Alternatives Économiques, 2014.

9. Sustainability Transitions Research Network, «About STRN». En ligne: www.transitionsnetwork.org/about. Consulté le 13 mars 2016.

10. Voir: Brigitte Dumas, Camille Raymond et Jean-Guy Vaillancourt (dir.), *Les sciences sociales de l'environnement*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1999; Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt (dir.), *Environnement et sciences sociales. Les défis de l'interdisciplinarité*, Saint-Nicolas, Les Presses de l'Université Laval, 2007; Rémi Barbier et al. (dir.), *Manuel de sociologie de l'environnement*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012; Chatal Aspe et Marie Jacqué, *Environnement et société*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme/Éditions Quae, 2012; Bernard Kalaora et Chloé Vlassopoulos, *Pour une sociologie de l'environnement. Environnement, société et politique*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.

11. Hazel Erskine, «The polls: Pollution and its costs», *Public Opinion Quarterly*, vol. 35, 1971, p. 120-135.

12. Alain Touraine, «Réactions antinucléaires ou mouvement antinucléaire», *Sociologie et sociétés*, vol. XIII, n° 1, 1981, p. 117-129.

et structuraliste, fournissaient à la sociologie de l'environnement naissante un autre axe de développement dans la lignée des paradigmes sociologiques dominants. Les questions entourant le rapport des sociétés humaines à la nature n'avaient d'ailleurs jamais vraiment été absentes de la sociologie classique et des perspectives théoriques étaient déjà disponibles. C'est ainsi que l'objet « environnement » prit d'abord sa place dans les conférences des grandes associations de sociologues comme un objet nouveau auquel les théories sociologiques classiques et contemporaines pouvaient s'appliquer¹³.

Tandis que se développait ce nouveau champ de la sociologie, un mouvement intellectuel d'envergure couvrait dans plusieurs milieux scientifiques ainsi que dans différentes sphères du débat social et politique sur les enjeux environnementaux : la thermodynamique¹⁴. Dans l'écologie américaine, par exemple, la thermodynamique (ou « théorie des systèmes ») s'imposait déjà depuis quelque temps, d'où notamment l'émergence du concept d'écosystème¹⁵. La publication de l'influent *Rapport Meadows* par le Club de Rome en 1972, avec ses postulats malthusien et thermodynamique, s'inscrivait aussi dans ce mouvement¹⁶. Les sociologues qui cherchaient à donner suite à l'écologie humaine du groupe de Chicago – laquelle avait proposée dans les années 1920 une analyse organiciste des « relations spatiales et temporelles des êtres humains en tant qu'affectées par des facteurs de sélection, de distribution et d'adaptation liés à l'environnement¹⁷ » – trouvaient dans la thermodynamique une forme de relance de l'idée que les sociétés devaient être envisagées dans leurs relations au milieu et à l'environnement, quitte à utiliser l'appareillage théorique des disciplines qui étudient ce milieu, cet environnement.

Ainsi, aux États-Unis, ces deux projets se rencontrèrent notamment dans le cadre des séances de l'American Sociological Association, et leurs premiers débats donnèrent lieu à une certaine cristallisation des positions. Les sociologues proches de l'écologie humaine et partisans de l'intégration de « variables écologiques » dans l'explication sociologique se réunirent sous la bannière du « nouveau paradigme écologique¹⁸ ». Et ils n'en restèrent pas là.

13. Jean-Guy Vaillancourt, « Présentation », *Sociologie et sociétés*, vol. 13, n° 1, 1981, p. 4-11.

14. Céline Lafontaine, *L'empire cybernétique. Des machines à penser à la pensée machine*, Paris, Seuil, 2004.

15. Jean-Paul Deléage, *Une histoire de l'écologie*, Paris, La découverte, 1991.

16. Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens, *The Limits to Growth*, New York, Universe Books, 1972.

17. Roderick D. McKenzie, « L'approche écologique dans l'étude de la communauté humaine », dans Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (dir.), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, p. 150.

18. Riley E. Dunlap et William R. Catton, « Environmental Sociology », *Annual Review of Sociology*, vol. 5, 1979, p. 243-273; William R. Catton et Riley E. Dunlap, « A New Ecological Paradigm for Post-Exuberant Sociology », *The American Behavioral Scientist*, vol. 24, n° 1, 1980, p. 15-47; Riley E. Dunlap, « Promoting a Paradigm Change. Reflections on Early Contributions to Environmental Sociology », *Organization & Environment*, vol. 21, n° 4, 2008, p. 478-487.

L'une de leur prétention étant que les approches sociologiques classiques étaient trop anthropocentristes et, donc, incapables d'intégrer les déterminations écologiques de la société, ils dénoncèrent « l'aveuglement des pères fondateurs envers la nature » et classèrent les approches sociologiques conventionnelles dans le péjoratif « paradigme de l'exemption humaine¹⁹ ». Pendant les années que dura ce débat, les sociologues visés par cette critique défendirent la pertinence des approches sociologiques classiques et contemporaines et rejetèrent le projet d'une refondation de la sociologie sur la base du nouveau paradigme écologique²⁰.

Le récit de l'émergence de la sociologie de l'environnement – présenté ici de manière quelque peu américano-centriste – permet de rappeler que cette branche de la sociologie a comme acte de naissance une controverse épistémologique. Mais cette controverse constitue une déclinaison très contextuelle d'un schéma épistémologique qui a une origine nettement plus profonde, comme l'a notamment souligné Bruno Latour²¹ : l'empreinte de la « dualité nature-culture » dans la pensée moderne. En termes sociologiques, cette dualité pourrait se formuler ainsi (parmi de nombreuses autres formulations possibles) : faut-il privilégier les manifestations matérielles et physiques des interactions entre sociétés et écosystèmes de manière à découvrir les déterminismes qui règlent ces interactions, ou doit-on considérer la nature dans sa dimension socialement construite, comme un objet sur lequel nous agissons ? Ces deux perspectives sont-elles réconciliables ? Qu'elle soit débattue, entretenue ou contestée, cette dualité constitue la trame épistémologique de la sociologie de l'environnement. Admettre cela permet d'ailleurs de mieux reconnaître le rôle primordial de la sociologie européenne dans l'émergence et la construction de celle-ci²².

Comment, alors, situer la transition écologique dans ce débat, dans cette histoire ? S'interrogeant sur le devenir de la sociologie de l'environnement, les principaux acteurs du débat entre nouveau paradigme écologique et paradigme de l'exemption humaine ont récemment reconnu que la décennie

19. Riley E. Dunlap et William R. Catton, *op. cit.* ; William R. Catton et Riley E. Dunlap, *op. cit.*

20. Frederick H. Buttel, « New Directions in Environmental Sociology », *Annual Review of Sociology*, vol. 13, 1987, p. 465-488 ; Jean-Guy Vaillancourt, Bertrand Perron et Benoît Jacques, « La sociologie de l'environnement de Frederick H. Buttel et de Riley E. Dunlap, Trajectoires parallèles et points de convergence occasionnels », dans Brigitte Dumas, Camille Raymond et Jean-Guy Vaillancourt (dir.), *op. cit.*, p. 171-192.

21. Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1997.

22. Voir Peter Leroy, « Un bilan de la sociologie de l'environnement en Europe », dans Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt (dir.), *Développement durable et participation publique. De la contestation écologique aux défis de la gouvernance*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2003, p. 25-48 ; Florence Rudolf, « Sociologie et environnement : perspectives européennes », dans Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt (dir.), *Environnement et sciences sociales. Les défis de l'interdisciplinarité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, p. 113-130. ; Arthur P. J. Mol, « From Environmental Sociologies to Environmental Sociology? : A Comparison of U.S. and European Environmental Sociology », *Organization & Environment*, vol. 19, n° 1, 2006, p. 5-27.

1990 avait favorisé les approches constructivistes dans l'analyse du rapport à la nature²³. De plus, avec l'émergence de la notion de développement durable et l'impulsion que cela a donné à l'élaboration de politiques publiques, de pratiques sociales et économiques, et au renouvellement des débats sur la gouvernance environnementale²⁴, beaucoup d'énergie a été consacrée à penser l'évolution de la grande «réforme environnementale²⁵» et de la «modernisation écologique», ce qui nous ramène sans doute à une sociologie plus conventionnelle du point de vue de la controverse originelle. Or, plus récemment, notamment avec l'éclosion de l'immense problématique des changements climatiques, l'arrivée de notions comme l'adaptation, la résilience ou encore la vulnérabilité dans le décor conceptuel de la sociologie de l'environnement a redynamisé des approches que l'on pourrait associer à un «paradigme écologique».

Ainsi, la question de la transition écologique arrive dans un moment où la sociologie de l'environnement semble assumer davantage la dualité épistémologique qui lui donne sa richesse. Toutefois, l'importance des problématiques environnementales actuelles lui lance de nouveaux défis – ainsi qu'à l'ensemble de la discipline sociologique par ailleurs. Dans un article de 2008 ayant soulevé la polémique dans le journal *Current Sociology*, Constance Lever-Tracy faisait ce constat: il manque actuellement à la sociologie un cadre d'analyse pour aborder le futur de nos sociétés face au défi des changements climatiques²⁶. Pendant que les sciences de l'environnement – avec leurs indices et leurs modélisations – s'imposent jusque dans les négociations climatiques, la sociologie semble réfractaire à penser les transformations qui pourraient permettre à l'espèce humaine de survivre au futur turbulent des crises et catastrophes appréhendées. Pour Lever-Tracy, cela est d'autant plus paradoxal que les enjeux sociologiques sont immenses: «la société mondiale dans son ensemble, sa structure, sa culture et sa trajectoire, sera assurément et complètement transformée, tout comme le seront la nature et les relations entre l'État et la société²⁷». Est-ce la suspicion généralisée à l'égard

23. Frederick H. Buttel, «Has Environmental Sociology Arrived?», *Organization & Environment*, vol. 15, n° 1, 2002, p. 42-54; Riley E. Dunlap, *op. cit.*

24. Voir Edwin Zaccai, *Le développement durable. Dynamique et constitution d'un projet*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2005; Corinne Gendron, *Vous avez dit développement durable?*, Montréal, Presses internationales Polytechnique, 2007.

25. Frederick H. Buttel, «Environmental Sociology and the Explanation of Environmental Reform», *Organization & Environment*, vol. 16, n° 3, 2003, p. 306-344.

26. Constance Lever-Tracy, «Global Warming and Sociology», *Current Sociology*, vol. 56, n° 3, 2008, p. 445-466; Steven R. Brechin, «Ostriches and Change: A Response to "Global Warming and Sociology"», *Current Sociology*, vol. 56, n° 3, 2008, p. 467-474; Terry Leahy, «Discussion of "Global Warming and Sociology"», *Current Sociology*, vol. 56, n° 3, 2008, p. 475-484; Constance Lever-Tracy, «Reply», *Current Sociology*, vol. 56, n° 3, 2008, p. 485-491.

27. Notre traduction: «global society as a whole, its structure, culture and trajectory, will surely be completely changed, as will the nature and relations of states to society and to each other», Constance Lever-Tracy, «Global Warming...», *op. cit.*, p. 446.

des grands récits et des approches structuralistes qui ont prétendu, dans le passé, projeter la société dans l'avenir? Les approches poststructuralistes et déconstructionnistes, dominantes actuellement, interdisent-elles de penser les transformations à venir, voire de les planifier?

Ces questions sont posées naïvement, mais néanmoins directement, par la transition écologique. La «sociologie de la transition écologique» doit alors être comprise comme l'occasion de réaffirmer la diversité du champ théorique de la sociologie de l'environnement, de relancer la recherche d'une réconciliation illusoire entre nature et culture et d'explorer les multiples phénomènes sociaux qui présagent de manière contradictoire et désordonnée de la société à venir. C'est l'occasion aussi de penser encore le rôle du sociologue dans le changement social et écologique. Voilà ce que tente d'amorcer ce numéro des *Cahiers de recherche sociologique*.

La richesse du champ théorique que l'on peut déployer autour de la transition écologique y apparaît d'ailleurs très clairement. Partant de la pensée de Georges Friedman et des auteurs classiques, le numéro est mené par un cortège diversifié d'influences théoriques: la pensée de Niklas Luhmann, la sociologie pragmatique, la théorie de la complexité, les théories des mouvements sociaux, l'économie écologique, la théorie de la structuration, etc.

Le numéro est organisé en deux blocs. Dans le premier, c'est la question du sens de la transition dans la pensée contemporaine qui est posée. Julien Mattern ouvre le numéro en montrant bien que l'idée n'est pas neuve et que l'on peut même se demander à juste titre si elle n'est pas au cœur de la pensée moderne. L'auteur en trace les filiations chez les classiques français, approfondit l'analyse de l'œuvre de Georges Friedmann et montre que la transition tient presque toujours d'un «propos prophétisant» annonçant une sortie «par le haut» des crises de la modernité.

Vient ensuite l'article de Florence Rudolf qui situe l'émergence de la problématique de la transition énergétique entre une visée d'homéostasie du système et son risque d'effondrement. Un retour sur trois décennies de mobilisations discursives autour de l'écologie révèle ici encore que la transition n'est pas nouvelle dans le paysage discursif, et qu'elle relève peut-être davantage d'une nouvelle inflexion de la modernisation écologique en valorisant de nouveau l'idéal de l'homéostasie, terme décrivant l'équilibre dynamique des sociétés actuelles dans leur relation à la biosphère. Mais le fait que cette nouvelle inflexion se pose dans le contexte d'un effondrement imminent des systèmes écologiques lui donne néanmoins une pertinence renouvelée qui exige d'aller au-delà des solutions techniques et économiques que la modernisation écologique pouvait proposer.

Corinne Gendron reconnaît aussi la filiation entre transition et modernisation écologique et admet qu'elle hérite des controverses passées, dont celles du développement durable et de l'économie écologique. Cette transition n'est donc pas univoque – elle est au contraire le lieu d'un « travail social » où se réalise un processus sociologique profond, soit l'intégration du « paramètre écologique » dans les sociétés humaines. En posant ainsi l'horizon de la transition vers une société « post-écologique », le texte de Gendron fait écho aux deux textes précédents, annonçant la poursuite d'un processus (ré)amorcé avec la modernité et le situant dans cet horizon d'urgence écologique.

Le texte de René Audet effectue en quelque sorte une transition entre les deux blocs du numéro. D'une part, les questionnements des trois premiers articles sur le sens de la transition dans le développement de la pensée sociologique se prolongent ici dans une présentation de la construction théorique de la transition au sein du courant des *sustainability transitions*, lequel fait d'ailleurs amplement usage des notions de modernisation écologique et de complexité. D'autre part, le texte se penche sur l'opérationnalisation du concept de transition dans des processus de recherche concrets et sur le projet explicite des *sustainability transitions* : l'analyse du changement, mais dans une perspective de pilotage.

Les articles suivants, en proposant des études de cas d'initiatives se réclamant de la transition, nous emmènent aussi sur des terrains plus empiriques : le secteur de l'agroalimentaire en France et au Brésil, des initiatives sur les énergies renouvelables en Alsace et des initiatives locales comme Villeray en transition, à Montréal. Dans tous ces textes, les enjeux politiques et sociaux de la mise en œuvre des projets de transitions sont abordés de front, répondant en quelque sorte à la critique d'apolitisme qui est faite au courant des *sustainability transitions*.

Claire Lamine et ses collaborateurs s'inspirent d'ailleurs des *sustainability transitions* pour comprendre les modifications des liens qui se déploient entre les acteurs des systèmes agri-alimentaires. Toutefois, en raison de l'angle mort politique des *sustainability transitions*, les auteurs choisissent de compléter leur cadre théorique par une approche « historicisée, systémique et pragmatique » qui permet de comprendre les transitions « en politique et en action ». L'analyse des cas de l'agroalimentaire démontre que ces transitions ne sont pas consensuelles, mais complexes et itératives. Une question qui se pose alors est : dans quelle mesure les transitions sont-elles radicales, paradigmatiques, alternatives, ou plus docilement réformistes ? Cette question est reprise dans les textes suivants.

Avec Guillaume Christen et Philippe Hamman, elle fait suite à une analyse de la dimension participative des projets d'énergies renouvelables en Alsace, où l'on a vu se réaliser une certaine appropriation sociale de la transition énergétique à travers des modes de gouvernance citoyens, fondés sur la gestion participative et des modèles de coopérative énergétique et de financement citoyen. Si le rôle des «savoirs ordinaires», portant sur des enjeux sociopolitiques plus larges que les choix techniques, apparaît crucial pour toute transition énergétique, les auteurs concluent que le cadrage de la transition continue néanmoins de se faire au travers des enjeux techniques et économiques. La participation citoyenne, peut-être, ne suffit pas pour engendrer une transition réellement «alternative».

Pourtant, comme le montre Amélie Chanez et Félix Paré dans le dernier article du numéro, c'est bien dans une perspective «d'alternative» que bien des initiatives citoyennes pour la transition se positionnent. Leur approche critique montre comment l'ordre néolibéral et ses conséquences démocratiques et sociales génèrent la résurgence de résistances citoyennes qui, parallèlement aux mouvements altermondialiste et *occupy*, s'expriment aujourd'hui dans des initiatives de transition axées sur la réappropriation citoyenne des milieux de vie. C'est le cas de Villeray en transition et de nombreuses initiatives du genre qui, partout en Occident, formulent des «utopies concrètes» dans une perspective optimiste de la transition, fondées sur la participation citoyenne, l'expérimentation, l'autonomisation et le développement de pratiques visant le développement d'un «art de vivre local».

Le numéro se clôt donc après avoir éclairé plusieurs questions sociologiques liées à la transition écologique, mais également après en avoir posé de nouvelles. Par exemples : Comment aborder la tension, sous-jacente à tout le numéro, entre transition technocentriste et transition sociocentriste ? Ne se cache-t-il pas derrière l'idée de transition un processus de changement beaucoup plus continu que le terme ne le laisse croire ? Et ce changement, peut-on tenter de le guider afin de faire face aux défis environnementaux qui détermineront largement l'avenir de l'humanité ?

* * *

Hommage à Jean-Guy Vaillancourt

Nous avons, au cours du processus de préparation de ce numéro, perdu notre bien aimé collègue et mentor Jean-Guy Vaillancourt. Trois générations de sociologues de l'environnement peuvent aujourd'hui se réclamer de l'influence de Jean-Guy Vaillancourt, dont plusieurs ont écrit dans le